# Rapport moral du Président

## Agir plutôt que subir, une question de survie!

feuille blanche auquel je me livre chaque année depuis dix ans commence à atteindre ses limites. Autrement dit, les paroles ou les écrits doivent laisser place aux actes!

Au fil de mes différents rapports moraux, j'ai essayé d'analyser les problèmes au regard des indicateurs que nous possédons et



de tracer des axes d'actions pour faire face aux écueils qui attendent la filière. Mais alors que je tente de rédiger ce dixième Rapport Moral, un sentiment de lassitude me submerge.

#### Qu'en est-il de ces dizaines de lignes écrites pleines de bonnes intentions, d'idées géniales et d'actions à réaliser ?

Ce qui ressort, c'est un sentiment d'impuissance à faire bouger les choses. Bien sûr, mon éternel optimisme pourrait m'auto-satisfaire de petits résultats, de quelques programmes réalisés, de quelques cuves ou groupes de froid achetés pour conserver nos huiles, mais les problèmes de fond ne sont pas réglés, loin de là.

Cela fait vingt ans que je me suis engagé au service de notre filière et si je tire les enseignements de ces vingt années, je ne suis pas enclin à l'optimisme.

## Objectivement, qu'avons-nous fait bouger ? Qu'avons-nous construit ?

Nous avons planté 6 à 7 000 hectares d'oliviers mais nous ne sommes passés que

d'une production de 3 000 à 4 500 tonnes de moyenne ;

- Nous sommes passés de 150 à 280 moulins mais 60 produisent encore 75% de l'huile de France;
- Nous sommes passés de 200 à plus de 1 000 metteurs en marché identifiés mais nous sommes incapables de vendre plus 5 500 tonnes d'huile;
- Nos prix de revient à l'hectare sont scotchés autour des 2 500 €. Avec une production moyenne d'1,25 tonnes/ha, cela donne un prix de revient moyen de l'olive autour de 2,00 € le kilo quand elle s'achète 1,50 €;
- Nous avons fait reconnaître 8 AOP en huile et 6 en Olives mais la plupart d'entre elles se traînent lamentablement à 50 tonnes de production;
- Nous avons créé une Interprofession dont 70% des ressources restent obstinément publiques. N'oubliez pas que si en 2020, l'Union Européenne abandonnait les programmes d'opérateurs, l'AFIDOL ne pourrait plus fonctionner.

Bien sûr cette triste liste n'est pas exhaustive et me donne un sentiment d'impuissance pour ne pas dire un profond sentiment d'échec.

Pourtant ce n'est pas faute d'avoir financé nombre d'analyses, d'avoir identifié les causes, d'avoir préconisé des solutions mais les résultats sont bien maigres faute de moyens.

#### MAIGRE EN TECHNIQUES DE PRODUCTION

La récolte de 2014 est venue douloureusement nous rappeler que nous sommes incapables de gérer correctement une importante attaque de mouches alors que depuis 40 ans, c'est le sujet principal des techniciens de la filière. Pire encore, alors que les statistiques du Ministère estiment qu'environ 20 000 ha d'oliviers sont • • • • • • • • • • • • • • • • • •

cultivés par des « professionnels », les grandes années, nous produisons 30 000 tonnes d'olives soit 1,5 tonne à l'hectare.... Où est le problème, Pollinisation ? Fertilisation ? Irrigation ? Taille trop importante ? Densité de plantation ? ...

### FAMELIQUE EN TECHNIQUE DE TRANSFORMATION

Quasiment aucune expérimentation n'est menée en matière de transformation. Tout juste sommes-nous capables d'accompagner les moulins dans leur quête du minimum vital pour leur assurer un fonctionnement normal.

SQUELETTIQUE EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Avec l'arrêt du p r o g r a m m e FranceAgriMer, notre budget va se réduire à 100 000 € dont 70 apportés par FEDICO.

#### INEXISTANT EN MATIÈRE DE COMMERCIALISATION

Depuis la création de TOF, maintenant porté par le groupe AVRIL, plus rien n'est fait mis à part l'opération Grande Bretagne.

J'ai parfois le sentiment que nous essayons de vider la Méditerranée avec une petite cuillère.

### AGIR PLUTOT QUE SUBIR

L'an dernier, dans un élan d'optimisme je vous disais qu'il nous fallait inventer l'oléiculture du XXIème siècle avec deux grands axes : garantir l'approvisionnement en olives des moulins et les professionnaliser dans la conservation, le conditionnement et la commercialisation de l'huile d'olive de France.

Une fois ces belles paroles de « politique » proférées, quel moyen avons-nous pour les mettre en œuvre ? Une petite dizaine de salariés dévoués qui ne savent plus où donner de la tête, là où il en faudrait deux fois plus. Faute de moyens, il nous aura fallu un an pour mettre au point le questionnaire et lancer la machine pour faire l'inventaire des apporteurs dans les moulins et je n'ose même pas évoquer celui qui doit nous permettre de comprendre où sont nos blocages en matière de productivité, je ne l'ai moi-même toujours pas compris...

Agir plutôt que subir, c'est facile à dire mais avec quels moyens? Nous sommes dans l'univers du chacun pour soi. Il fut un temps où l'Etat essayait de soutenir les petites filières pour les aider à grandir. Aujourd'hui, il ne reste que quelques belles paroles. L'INRA et le CTIFL se sont détournés depuis longtemps de l'olivier pas

assez pourvoyeur de fonds.

En vingt ans, les programmes d'appui technique de FranceAgriMer, pauvre héritier désargenté de la SIDO et de l'ONIOL, ont fondu comme neige au soleil, à tel point que les trois agents dévoués qui s'occupent encore de nous n'osent même plus réunir de Comité de Pilotage

de peur d'être ridicules. Ne serait-ce que pour mettre 140 000 euros sur le programme d'opérateurs, on nous a bien fait sentir au Ministère que l'on nous faisait une fleur et qu'il fallait dire merci poliment. Et je ne parle même pas des 75 000 € d'aide à la communication arrachés de haute lutte face aux 35 Millions de pertes subies par la filière à cause d'une mouche que nous ne serons plus capables de traiter dans deux ans.

Je suis fatigué de ces discours démagogiques de politiques à la petite semaine : « Pourquoi vous inquiéter de l'interdiction du Diméthoate ou demain des Néonicotinoïdes ? Nous allons vous aider à financer des solutions alternatives ! ». Sauf que des trois essais prévus, l'Etat ne pourra en financer que deux et encore.

Je ne parle même plus des financements des collectivités territoriales qui fondent comme neige au soleil!



• • • • • • • • • • • • • • • • • •

En résumé, ce dont j'essaie de vous faire prendre conscience, c'est que si nous ne nous prenons pas en main, nous sommes morts! La politique de désengagement de l'Etat et des collectivités territoriales mais aussi de l'Union Européenne ne s'arrêtera plus. Nous sommes la grenouille dans la casserole et la température de l'eau ne cesse inexorablement de monter. La seule question qu'il reste à se poser est de savoir si nous avons encore assez de force pour sauter de la casserole avant d'être totalement cuits!

Certains trouveront cette analyse bien pessimiste. Je leur répondrai que malheureusement elle ne se veut que lucide. Cela fait plus de vingt ans que je fais du syndicalisme agricole et dans toutes les structures où je siège, j'observe le même phénomène: soit les professionnels sont capables de prendre en charge leur destin, soit ils sont condamnés. L'oléiculture française n'y échappera pas.

En clair, si la filière oléicole française du XXIème siècle veut survivre, elle devra consacrer à terme l'équivalent de 0,5 € par kilo d'huile à la recherche et aux actions collectives sans aucun financement public.

Pour finir ce long rapport moral, comme tous les ans, je me dois d'adresser mes remerciements à tous ceux qui se battent pour cette interprofession tant du côté des administrateurs que du côté du personnel, saluer leur engagement et leur dévouement tant à L'AFIDOL qu'au CTO. Je voulais particulièrement souligner l'effort financier qui a été le leur. Par le don collectif de 90 jours de RTT et le report d'un an de leur évolution d'échelon, ils ont montré leur solidarité avec les oléiculteurs et les mouliniers en crise. Sans leur implication, notre Interpro-

fession ne serait qu'une coquille vide.

Je voudrais enfin avoir un mot particulier pour remercier nos interlocuteurs des services publics, qu'ils soient fonctionnaires de l'Etat ou des collectivités territoriales, agents de FranceAgri-Mer ou de l'INAO. Les remercier du travail ingrat qui est le leur d'accompagner une politique qu'ils n'ont pas décidé et qu'ils doivent mettre en application. Qu'ils sachent que nous ne leur en voulons pas, le messager n'est généralement pas responsable du message!

À travers ce rapport moral, j'espère vous avoir fait toucher du doigt qu'il nous fallait prendre conscience que le monde était en train de changer, Je me garderai bien de porter un jugement si c'est en bien ou en mal. Le modèle économique « libéral » choisi par tous les pays européens et prôné par la Commission Européenne renvoie une grande partie de l'action publique au privé. Seuls ceux qui l'auront compris survivront.

Je ne verrai probablement pas l'aboutissement de ce processus mais j'espère que les plus jeunes se souviendront de ce qu'ils auront entendu aujourd'hui et qu'ils sauront convenir qu'ils avaient été prévenus.

#### Cela s'appelle LEVER LE DROIT D'IGNORANCE.

Olivier NASLES Président de l'AFIDOL

